Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Monsieur le Directeur Général,

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de m'acquitter d'un agréable devoir, celui d'adresser au nom de ma délégation et en mon nom propre, mes remerciements à Monsieur Jacques DIOUF, Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO).

La mobilisation des responsables politiques du monde entier à Rome pour donner une nouvelle impulsion à l'action de la communauté internationale face à la faim, la malnutrition et l'insécurité alimentaire, doit être saluée à sa juste valeur.

Cette heureuse initiative qui nous réunit aujourd'hui, fait suite aux Sommets organisés en 1996 puis en 2002 et nous interpelle tous pour trouver les voies et moyens dans la recherche de solutions à l'élimination de la Faim dans le monde à l'horizon 2025.

Il nous revient toutefois de constater avec regret, la lenteur des progrès accomplis depuis plus d'une décennie pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés. Aussi nous devons poursuivre, avec vigueur et détermination nos efforts communs pour lutter contre le fléau de l'insécurité alimentaire qui reste un des plus grands défis du monde moderne.

C'est pourquoi, le Gabon par ma voix, appelle ce Sommet à donner un véritable espoir au milliard de personnes qui sont aujourd'hui accablés par cette situation humanitaire inacceptable, en adoptant des mesures concrètes et réalistes à court, moyen et long terme, ainsi qu'un mécanisme de suivi et d'évaluation qui garantisse le succès.

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Distingués invités,

En dépit de la volonté clairement affichée par la communauté internationale sur l'impérieuse nécessité d'assurer la sécurité alimentaire mondiale, force est de reconnaître, que cette exigence ne sera possible que si les flux des investissements directs nationaux et internationaux augmentent pour financer les programmes souvent inexistants dans les pays en développement.

C'est avec espoir que nous avons accueilli la Déclaration du G8 de l'Aquila de juillet 2009 sur la sécurité alimentaire mondiale, appelant à la mobilisation de 20 milliards de dollars US sur la période de trois ans pour permettre aux petits agriculteurs d'accroître leurs productions.

Conscient de l'acuité de ce fléau des temps modernes, mon pays qui suit avec attention la problématique de la sécurité alimentaire mondiale s'est engagé au cours de l'année 2007, sur fonds propres avec l'appui technique de la FAO et de la coopération chinoise, à mettre en œuvre la phase pilote d'un programme spécial pour sa sécurité alimentaire.

Le Gabon, compte tenu de sa situation de pays importateur net de produits alimentaires ainsi que de l'impact de la flambée des prix sur le pouvoir d'achat de sa population, s'apprête à exécuter à partir de l'année 2010, et pour une période de cinq (5) ans, un **Programme National de Sécurité Alimentaire.**

Le coût de cette initiative nationale est évalué à environ 93 millions d'euros.

Sur le plan législatif, le Gouvernement gabonais a initié une loi portant Code Agricole dont la promulgation est intervenue en fin d'année 2008. Cet

Instrument rendra désormais possible, la mise en place de partenariats publics-privés favorables à l'accroissement des investissements dans le secteur agricole.

S'agissant de la lutte contre les changements climatiques qui ont des conséquences incalculables sur les forêts, les pêches et les productions agricoles, mon pays poursuivra avec détermination tous les efforts nécessaires en faveur de la protection de son massif forestier et de la préservation de l'environnement.

Le Gabon dont le territoire est couvert d'une part par 80 % de forêts, et d'autre part, est caractérisé par un des taux de déforestation les plus faibles au monde (moins de 0,2%) entend développer une agriculture moderne moins dévoreuse de forêts.

C'est à cet effet, que je sollicite la communauté internationale à apporter son concours au Gabon pour acquérir les nouvelles technologies et les savoir-faire nécessaires pour développer une agriculture digne d'un Gabon émergent que mes compatriotes et moi-même appelons de tous nos vœux.

Sous l'impulsion de Feu le Président Omar BONGO ONDIMBA, le Gabon a décidé de consacrer 11% de son territoire à des Aires protégés qui

concourent, en même temps que sa forêt, à l'équilibre de l'écosystème mondial.

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Distingués invités,

La gouvernance actuelle de la Sécurité Alimentaire Mondiale manque d'efficacité par rapport aux objectifs de sa mission. Aussi, la délégation gabonaise appuie-t-elle fermement l'idée du renforcement des capacités du Comité de la Sécurité Alimentaire.

Dans un monde ou règne une abondance mal répartie, il nous revient à tous de conjuguer nos efforts et nos talents pour œuvrer résolument à l'élimination de l'insécurité alimentaire.

Je vous remercie.